Le pari chinois de la HAT

Le Courier – Edito – Bonaventure – 30/04/11

Depuis la signature du contrat avec Wisco, la HAT a mobilisé ses réseaux pour attirer les capitaux chinois. Ministres et conseillers luttent ardemment pour faire partie des "missions chinoises", et les délégations chinoises se succèdent à Madagascar, comme celle composée des sociétés chinoises INTERDES et de CMEC (Compagnie de machinerie et équipement de la Chine) en juin 2010. Mais depuis quelques mois, les regards malgaches sont rivés vers le China International Fund (CIF) avec lequel l'État malgache a créé un holding, Madagascar Development Corporation, semblable à la société sino-guinéenne de développement que le CIF a essayé de fonder fin 2009 en Guinée. L'homme-clé à l'origine de la venue du CIF est l'ancien ministre guinéen des Mines, Mahmoud Thiam, proche de l'influent ministre malgache des Mines et des Hydrocarbures, Mamy Ratovomalala.

Le CIF doit être le principal artisan des projets d'envergure annoncés en grande pompe en novembre 2010 : "la plus grande cimenterie de l'océan Indien" selon les mots d'Andry Rajoelina, les tramways dans la capitale, 10 000 logements sociaux et un renouvellement de la flotte d'Air Madagascar. Ces "packages deals" signés par les compagnies chinoises en Afrique prévoient traditionnellement la construction d'infrastructures en échange de permis miniers et pétroliers. Le CIF est coutumier du fait, ne serait-ce qu'en Angola où il est à l'origine de l'édification de nombreuses infrastructures. En Tanzanie, le CIF avait promis de racheter 49 % d'Air Tanzania en échange de l'attribution de permis pétroliers. Or, la compagnie d'aviation tanzanienne n'ayant pas pu garantir cette attribution, le CIF n'a au final pas injecté un seul dollar dans la compagnie.

À Madagascar, le régime a annoncé son intention de racheter quatre blocs sur cinq à Madagascar Oil afin de les rétrocéder, semble-t-il, à la China Sonangol (même groupe que le CIF). Afin de faciliter cette opération, la réalisation de la mission d'audit lancée par le régime de la HAT a été confiée au CIF qui se trouve ici juge et partie.

Faut-il s'attendre à un scénario tanzanien si la HAT ne parvient pas à récupérer les permis de Madagascar Oil ? Au demeurant, les projets annoncés relèvent pour l'instant de la déclaration d'intention, voire de l'effet d'annonce, mais leur réalisation n'est aucunement garantie.

Quant à "la plus grande cimenterie de l'océan Indien" promise par Andry Rajoelina, elle ne répond à aucun besoin dans le pays, si l'on en croit certains opérateurs du marché du ciment, et ne permettrait guère de faire baisser le prix du ciment par le jeu de la mise en concurrence. L'examen des actions du CIF sur le continent autorise à se montrer dubitatif quant aux investissements promis à Madagascar.

Entreprise chinoise dont la présence sur le continent africain suscite le plus de controverses, son activité est entourée d'une grande opacité. Elle appartient au groupe Dayuan, établi à Hong Kong et qui dirige le "88 Queensways Group Company", nom qui provient de l'adresse à Hong Kong où sont inscrites les 30 filiales du Groupe, parmi lesquelles le CIF et la China Sonangol. Le CIF, qui opère en Angola où il dispose d'un immeuble de quarante étages, a désormais pour stratégie de prendre des positions dans les pays mis au ban de la communauté internationale, entre autres le Zimbabwe, Guinée-Conakry, le Niger et désormais Madagascar. Suspecté de blanchiment dans le cadre de ses activités en Angola où le groupe est proche du régime de Dos Santos, il est également accusé de ne pas tenir nombre de ses engagements. En Guinée, au Niger et en Angola, les ambassadeurs de Chine se sont même officiellement désolidarisés des engagements pris par le CIF en critiquant ouvertement les projets engagés par la compagnie. En Guinée, la presse locale et internationale n'a eu de cesse de relayer toutes les bonnes intentions du CIF depuis la signature d'un contrat avec l'État guinéen en 2009.

Or, le 8 février 2011, le secrétaire général du ministère des Mines guinéen, Guillaume Curtis, annonçait publiquement qu'aucun cadre du ministère des Mines ne disposait de la moindre information sur le contrat, exprimant des doutes quant à la transparence et la rigueur de cette entreprise. Les autorités chinoises ne semblent pas contrôler le CIF, en vertu de l'autonomie économique et commerciale dont bénéficient Hong Kong et ses entreprises. Par ailleurs, l'écheveau d'intérêts qui se croisent au sein du pouvoir central chinois paralyse quelque peu son action.

Ceci étant, on peut légitimement se poser la question de l'intérêt qu'aurait la Chine à empêcher le CIF d'investir dans des secteurs qui répondent aux intérêts stratégiques du pays, ici les ressources minérales. Pour cette raison, il y a lieu d'imaginer que la Chine fait preuve d'une indifférence stratégique : afin de sauvegarder ses intérêts énergétiques, elle brandit l'autonomie dont jouit l'entreprise hongkongaise pour éviter d'avoir à contrôler ses activités. Le prix à payer est la mauvaise réputation que le CIF confère indirectement à l'empire du Milieu.

Bonaventure
(Sur une étude de l'IFRI)

Source : http://www.courrierdemada.com/mg/index.php?option=com_content&view=article&id=16467:le-pari-chinois-de-la-hat-&catid=42:editorial